

# Après Tito (résumé)

La série de spéculations qui naissent avec la mort de Tito pose le problème du rôle de l'individu dans l'histoire. En fait les contradictions sur lesquelles se fondent les spéculations ne sont pas nouvelles et datent même d'avant le régime de Tito. Il faut opposer «à cette conception extrêmement élitiste et presque religieuse certains faits allant vers une analyse de la société yougoslave qui puisse nous fournir une ou plusieurs réponses à la question du futur de ce pays sans Tito.»

«La Yougoslavie a été fondée à la fin de la Première Guerre mondiale sur la base de plusieurs groupes nationaux et politiques: la partie méridionale de l'Autriche-Hongrie habitée par les Slovènes, les Croates, les Serbes, les Musulmans <sup>1</sup>«Musulman»: comprendre les Slaves de religion musulmane, différents par la langue et les traditions des Turcs (N.d.T.) et les Hongrois (appelée aujourd'hui Slovaquie, Croatie, Bosnie-Herzégovine et Voïvodine); le royaume de Serbie peuplé de Serbes, Macédoniens, Albanais et Turcs (à présent Serbie, Macédoine et Kosovo) et le royaume du Monténégro avec des Monténégrins et des Albanais. Il y avait également d'autres nationalités: Roumains, Allemands, Slovaques, Juifs, Italiens, Autrichiens, Gitans, Russes, etc. Les zones du nord et de l'ouest étaient plus développées, avec un peu d'industrie et de population urbaine. La majorité de la population était composée de paysans, généralement pauvres et analphabètes. Les travailleurs de l'industrie, les étudiants et les intellectuels n'étaient pas nombreux. La bourgeoisie était faible et mal préparée à gouverner le pays. La question nationale n'était pas reconnue et encore moins résolue, et toutes les nationalités étaient contraintes à renoncer à leur identité: les Macédoniens étaient considérés comme des slaves du sud, les Monténégrins simplement comme des Serbes, les Albanais et les musulmans n'étaient pas reconnus comme tels.

Les seules nationalités officiellement reconnues étaient les Serbes, les Croates et les Slovènes.»

En mars 1941 le pays passa sous contrôle des fascistes allemands et italiens. Devant les réactions populaires hostiles, des généraux pro-occidentaux firent un coup d'État. Le 6 avril la Yougoslavie fut attaquée par l'Allemagne, l'Italie, la Hongrie et la Bulgarie qui se divisèrent le pays, en commençant des massacres de Serbes, Juifs, Gitans et des antifascistes. «À ce moment les communistes yougoslaves étaient la seule force organisée d'une certaine consistance, et rapidement ils assumèrent le leadership des mouvements spontanés qui éclataient un peu partout.»

Son rôle fut alors incontestable, agissant avec le peuple et non contre lui. Tito devint le chef d'une armée de 300 000 hommes, 800 000 à la fin de la guerre, qui étaient volontaires et non inscrits au PC. «C'étaient en fait des combattants pleins d'initiatives, qui n'attendaient pas des ordres d'en haut pour se battre.» Après la rupture avec Staline et l'URSS et l'introduction de l'autogestion dans le domaine de l'industrie et d'autres secteurs, il y eut «l'approbation et le soutien actif de la majorité des gens» sans lesquels tout cela serait resté lettre morte.

C'est là qu'apparaît la contradiction du PC yougoslave: «Comme élite dominante il a ses intérêts, différents et souvent opposés à ceux des travailleurs, alors que comme avant-garde politique et révolutionnaire il devrait agir dans leur intérêt.»

En même temps l'économie a radicalement changé la société «en faisant diminuer le pourcentage des chômeurs dans l'agriculture au profit de la population urbaine en expansion». Les classes moyennes composées des fonctionnaires et de la bureaucratie du Parti, des petits propriétaires ont des intérêts opposés à ceux des travailleurs. À l'opposé le système de l'autogestion a introduit la méthode du choix des

salaires par les employés. Sur le plan de la société globale, il ne semble pas que cette contradiction puisse mettre en péril le régime. «La seule opposition sérieuse à ce système de privilèges et de hiérarchie de l'État eut lieu lors des mouvements étudiants en 1968, elle dura peu et apparemment n'a pas de continuateurs directs.» Il est donc réaliste de penser que ces problèmes n'amèneront pas de soulèvement populaire si l'élite dirigeante sait équilibrer les tendances.

Depuis ces dix dernières années les six républiques et les deux provinces autonomes ont reçu plus d'attributions, sauf dans les domaines militaire, policier et postal. Ainsi les menaces de rivalités nationales sont moins grandes. «Sur le plan économique les problèmes yougoslaves sont plus nombreux et aigus: l'inflation augmente (plus de 25 %), le chômage aussi (plus de 10 %) et le déficit commercial dépasse les six milliards de \$, et la dette extérieure atteint plus de 13 milliards de \$.» La structure de l'économie est déséquilibrée (manque de matières premières) et l'évolution n'est pas la même dans tout le pays (opposition nord-sud). Des commentateurs étrangers attribuent l'inflation des prix et des salaires aux salaires trop élevés versés dans le secteur autogéré; en fait c'est le contraire, puisque les classes moyennes et les classes élevées s'attribuent des rémunérations trop grandes.

D'un point de vue de politique internationale, la position de la Yougoslavie n'est pas différente de celles de l'Autriche et de la Finlande, qui depuis plus de trente ans sont coincées entre les deux blocs. Les conjectures des Occidentaux viennent peut-être du fait que dans leurs investissements en Yougoslavie leurs multinationales touchent 51 % des bénéfices.

Cependant la contradiction principale est «la stratification sociale renforcée par la lutte quotidienne des classes moyennes pour obtenir des privilèges toujours plus grands aux dépens des travailleurs, souvent avec le consentement et les pressions politiques de l'élite dominante et du sommet de la

hiérarchie.» Il est possible de résoudre ce problème si l'État et le parti prêtent plus d'attention à l'autogestion.

Cela pourrait se faire si les gens étaient moins distraits par le spectacle des contradictions à l'étranger et s'attachaient plus à surveiller leur classe dirigeante, car sinon on aboutirait à un spectacle final dont peu ou aucun d'entre nous ne réchappera. «C'est ce qui m'inquiète».

Slobodan Drakulic

(résumé de l'article de S.D., A.RIVISTA ANARCHICA  
juin-juil. 80)